

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2016

Nombre de Conseillers : 19				
Numéro délibération :	1-3	4-6	7-15	16 - 25
Nombre de présents :	18	17	18	17
Nombre de pouvoirs :	0	0	0	1

L'an deux mille seize et le huit avril, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel et en son absence M. BUISINE Serge.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Élisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc. Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Éric, LAMBERT Éliane, PALDACCI-UVERNET Antony, RONET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.

Absents et excusés :

LESUEUR Frédéric.

UVERNET Gabriel, Maire (pour les points 4, 5 et 6).

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à BESSONE Éric) à compter du point n°16.

Désignation du secrétaire de séance : Mme BERTHIAUX Françoise

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Lecture des décisions : Attribution de l'appartement n° 5, 21 Rue Grande à Mme BENYAYER Stéphanie.

1. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2015 – BUDGET PRINCIPAL

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De déclarer que le compte de gestion du budget principal de la Commune dressé pour l'exercice 2015, par Mme la Trésorière Principale, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Adopté à l'unanimité

2. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe de l'eau potable dressé pour l'exercice 2015, par Mme la Trésorière Principale, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Adopté à l'unanimité

3. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe de l'assainissement dressé pour l'exercice 2015, par Mme la Trésorière Principale, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Adopté à l'unanimité

Monsieur le Maire quitte la salle du conseil municipal et Monsieur BUISINE Serge préside désormais la séance.

4. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur LE MAIRE ayant quitté la salle du Conseil Municipal, Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint préside.

Monsieur BUISINE expose que le compte administratif retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2015.

A ces opérations, il convient d'ajouter les dépenses et les recettes de la gestion 2015 non réalisées à la clôture de l'exercice et qui seront reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	2 506 112,40 €
Excédent de fonctionnement 2014	329 595,79 €
Recettes de l'exercice	2 824 705,12 €
Solde d'exécution	648 188,51 €

L'exécution du budget 2015 dégage donc un excédent de fonctionnement de + 648 188,51 €

INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	431 883,10 €
Excédent d'investissement 2014	75 554,67 €
Recettes de l'exercice	378 837,16 €
Solde d'exécution	22 508,73 €

L'exécution du budget 2015 dégage un solde d'exécution d'investissement de + 22 508,73 €

RESTES A REALISER	
Restes à réaliser dépenses	31 985,00 €
Restes à réaliser recettes	9 992,00 €
Solde restes à réaliser	- 21 993,00 €

En tenant compte des restes à réaliser 2015, la section d'investissement ressort en excédent de 515,73 €.

M. GARCIA et M. SILVA posent des questions techniques, s'agissant des comptes d'imputation, auxquelles M. BUISINE répond.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

RTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2015 du budget principal.

Adopté à l'unanimité

5. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Monsieur BUISINE expose que le compte administratif retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2015.

A ces opérations, il convient d'ajouter les dépenses et les recettes de la gestion 2015 non réalisées à la clôture de l'exercice et qui seront reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	479 004,13 €
Déficit de fonctionnement 2014	- 13 264,20 €
Recettes de l'exercice	491 003,79 €
Solde d'exécution	- 1 264,54 €

L'exécution du budget 2015 dégage donc un déficit de fonctionnement de – 1 264,54 €.

INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	115 657,05 €
Déficit d'investissement 2014	- 51 009,46 €
Recettes de l'exercice	78 352,27 €
Solde d'exécution	- 88 314,24 €

L'exécution du budget 2015 dégage donc un déficit d'investissement de – 88 314,24 €.

RESTES A REALISER	
Restes à réaliser dépenses	8 630,15 €

En tenant compte des restes à réaliser 2015, la section d'investissement ressort en déficit pour – 96 944,39 €.

M. GARCIA et M. SILVA posent des questions techniques, s'agissant des comptes d'imputation, auxquelles M. BUISINE répond.

M. BOISBOURDIN indique que le déficit s'accroît.

M. MARTIN : « Tu sais, c'est la raison pour laquelle il est proposé au cours de ce conseil de changer et d'augmenter la tarification de l'eau potable ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2015 du budget annexe de l'eau potable.

Adopté à l'unanimité

6. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Monsieur BUISINE expose que le compte administratif retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2015.

A ces opérations, il convient d'ajouter les dépenses et les recettes de la gestion 2015 non réalisées à la clôture de l'exercice et qui seront reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	72 406,67 €
Excédent de fonctionnement 2014	+ 31 744,76 €
Recettes de l'exercice	51 049,61 €
Solde d'exécution	10 387,70 €

L'exécution du budget 2015 dégage donc un excédent de fonctionnement de + 10 387,70 €.

INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	133 670,05 €
Déficit d'investissement 2014	- 17 510,92 €
Recettes de l'exercice	225 054,45 €
Solde d'exécution	+ 73 873,48 €

L'exécution du budget 2015 dégage un excédent d'investissement de + 73 873,48 €.

RESTES A REALISER	
Restes à réaliser dépenses	0 €
Restes à réaliser recettes	0 €

L'exécution du budget 2015, dégage un excédent d'investissement en tenant compte des restes à réaliser 2015 de 73 873,48 €.

M. GARCIA et M. SILVA posent des questions techniques, s'agissant des comptes d'imputation, auxquelles M. BUISINE répond.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2015 du budget annexe de l'assainissement.

Adopté à l'unanimité

Monsieur le Maire réintègre la salle du conseil municipal.

7. AFFECTATION DES RESULTAT 2015 – BUDGET PRINCIPAL

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2015.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :
un excédent de fonctionnement de 648 188,51 €

M. GARCIA : « Le budget prévisionnel 2016 et l'affectation des résultats tels que proposés, ne permettront pas d'investir du fait de la faible part qui est prévue pour autofinancer les investissements 2016. De ce fait, je m'abstiendrai pour le vote de cette délibération ».

M. SILVA : « Ce résultat excédentaire n'est pas exceptionnel car un montant similaire était déjà dégagé en 2015 ».

M. BUISINE : « Du fait des impayés à hauteur de près de 300 000 €, le fond de roulement était relativement faible. En effet les impayés sont comptés dans ce résultat et il m'importe de conforter le fonds de roulement ».

M. GARCIA : « Il faut lisser ces impayés sur le temps pour ne pas impacter nos investissements ».

M. BUISINE « Ensuite nous sommes obligés de faire des lignes de trésorerie et de payer des intérêts pour mobiliser ces lignes ».

M. GARCIA « Nous voulons une politique volontariste d'investissement et instaurer une dynamique au niveau du F.C.T.V.A. et des subventions d'équipement. Cette année l'État a dégagé un milliard de fonds pour l'investissement local ».

M. LE MAIRE : « La D.G.F. a diminué en 1 an de 191 000 € à 142 000 €, à cela il faut additionner les participations S.D.I.S. qui ont fortement augmenté et il faut ajouter les dépenses obligatoires, avec le nouveau service A.D.S. de la Communauté de Communes ; de ce fait le résultat de 648 000 € est faussé.

Jusqu'à présent on avait 400 000 € de ligne de trésorerie, on doit désormais vivre uniquement avec nos recettes certaines, il n'est pas bon de vivre à découvert ».

M. BUISINE : « Le recouvrement des impayés est une action visible relativement longue. La nouvelle trésorière principale est satisfaite du travail qui est mené par la commission municipale des impayés pour recouvrir des montants dus, mais le résultat

de cette politique n'aura d'effet que d'ici 2 ans voir 3 ans, la ligne de trésorerie était un découvert permanent et on ne peut pas se permettre cela ».

M. GARCIA : « On doit faire vivre les artisans du Thoronet, l'économie locale, il y a un juste milieu il ne faut pas arrêter tout investissement ».

M. SILVA : « La minorité regrette cette répartition s'agissant de l'affectation des résultats de l'année 2015 soit seulement 160 000 € pour l'investissement, nous aurions voulu équilibrer moitié-moitié la répartition car nous jugeons qu'il faut avoir une volonté politique de prendre quelques risques ».

M. LE MAIRE : « La volonté politique n'est pas d'augmenter les impôts de la Commune, nous sommes assez endettés de par les investissements passés, notamment la construction de l'école ; je regrette pour les entreprises du Thoronet comme pour les exemples entreprise locale ».

M. SILVA indique que les approches sont divergentes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de fonctionnement 2015, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2015 Excédent	648 188,51 €
Affectation du résultat 2015 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	160 000,00 €
Report en fonctionnement R 002	488 188,51 €

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, Mme Françoise BERTHIAUX, M. Lucien BERTHIAUX et M. Alain SILVA)

8. AFFECTATION DES RESULTATS 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2015.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :
un déficit de fonctionnement de 1 264,54 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de fonctionnement 2015, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2015 Déficit	- 1 264,54 €
Affectation du résultat 2015 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte 1068)	0,00 €
Report en exploitation D 002	- 1 264,54 €

Adopté à l'unanimité

9. <u>AFFECTATION DES RESULTATS 2015 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</u>

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2015

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

un excédent de fonctionnement de 10 387,70 €

un excédent d'investissement de 73 873,48 €

Il est proposé au Conseil municipal d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Résultat de l'exercice 2015 Excédent	10 387,70 €
Affectation du résultat 2015 à l'excédent de fonctionnement reporté (compte 002)	10 387,70 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de fonctionnement 2015, soit 10 387,70 € à la section de fonctionnement au budget primitif 2016 au compte 002 (Excédent de fonctionnement reporté).

Adopté à l'unanimité

10. <u>VOTE DE LA FISCALITE LOCALE</u>

Considérant qu'il convient de fixer le taux des impôts locaux à percevoir au titre de l'année 2016,

Libellés	Bases notifiées 2015	Bases notifiées 2016	Taux appliqués par décision du conseil municipal	Produit voté par le conseil municipal 2015	Produit voté par le conseil municipal 2016
<i>Taxe d'habitation</i>	5 620 743	5 694 000	16.37 %	903 951	932 108
<i>TFPB</i>	3 454 396	3 476 000	13.30 %	456 589	462 308
<i>TFPNB</i>	98 019	98 500	77.62 %	76 223	76 456
<i>TOTAL</i>				1 436 763	1 470 872

M. BUISINE indique que, depuis 2011, ces taux sont identiques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De maintenir les taux des impôts directs locaux 2016 au niveau des taux votés en 2015 ;

ARTICLE SECOND : De fixer donc les taux des impôts directs locaux à percevoir au titre de l'année 2016 à :

LIBELLES	TAUX APPLIQUES PAR DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL
Taxe d'habitation	16,37 %
Taxe sur le foncier bâti	13,30 %
Taxe sur le foncier non bâti	77,62 %

ARTICLE TROISIEME : D'autoriser le Maire à signer l'état 1259 correspondant.

Adopté à l'unanimité

11. FORMATION DES ELUS MUNICIPAUX ET FIXATION DES CREDITS AFFECTES

Monsieur le Maire rappelle que la formation des élus municipaux est organisée par le code général des collectivités territoriales et notamment par son article L 2123-12 qui précise que celle-ci doit être adaptée aux fonctions des conseillers municipaux.

Compte tenu des possibilités budgétaires, il est proposé qu'une enveloppe budgétaire de 1 000€ soit consacrée en 2016 à la formation des élus.

M. SILVA regrette qu'il n'y ait pas de programme annuel déterminé afin de pouvoir fixer les souhaits de chaque élu pour leur programme de leur formation. Il propose qu'une liste soit établie pour chaque élu et qu'il soit recherché ensuite les formations adéquates en fonction des demandes.

M. LE MAIRE lui indique que c'est l'Association des Maires du Var qui est organisatrice des formations, ces dernières ne sont pas votées à l'année mais au coup par coup, selon la trésorerie.

M. BERTHIAUX fait remarquer que sur le site de l'Association des Maires du Var on ne trouve que l'intitulé de la prochaine formation mais absolument rien sur son contenu.

M. SILVA déclare que c'est du Leader Price, on en a pour notre argent, c'est à dire pas grand chose.

M. BOISBOURDIN répond qu'il faudrait que l'Association des Maires du Var recueille les besoins puis détermine les priorités car l'organisation actuelle ne convient pas.

M. LE MAIRE répond que les formations données par l'Association des Maires du Var ont un coût de 25 € par personne, si les élus souhaitent d'autres organismes de formation il ne faudra pas prévoir 1 000 € mais bien 10 000 €.

Tous s'accordent pour que chaque élu réalise une liste de ses demandes de formations et le recensement sera présenté dans le cadre du Budget 2017, avec les montants prévisionnels selon les organismes qui devront être sollicités pour leurs réalisations. Dans l'attente, M. LE MAIRE transmettra à chaque élu l'information portant sur les formations de l'Association des Maires du Var.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 1 000€.

La prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- Agrément des organismes de formations.
- Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la ville.
- Liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses.
- Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre élus.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, Mme Françoise BERTHIAUX, M. Lucien BERTHIAUX et M. Alain SILVA)

12. INDEMNITÉ DE FONCTION DES ELUS (MAIRE / ADJOINTS AU MAIRE / CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS) ET DÉROGATION À LA LOI 2015-366

M. le 1^{er} Adjoint rappelle au Conseil municipal que l'article L 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales impose lorsque le conseil municipal est renouvelé, que la délibération fixant les indemnités de ses membres, intervienne dans les trois mois suivant son installation.

M. le 1^{er} Adjoint expose que les indemnités maximales sont fixées en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale (indice brut 1015).

Ce pourcentage peut atteindre pour le Maire au vue de la strate de la population, le chiffre de 43% de l'indice et les adjoints délégués le chiffre de 16,5 % de ce même indice.

M. le 1^{er} Adjoint expose que chaque adjoint désigné par le Conseil municipal en séance du 29 mars 2014 a reçu une délégation de fonction et de signature. Ainsi, outre les adjoints, deux conseillers municipaux ont également reçu des délégations par arrêtés rendus exécutoires.

M. le 1^{er} Adjoint rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération sus visée portant attribution « Indemnité de fonction des Elus (Maire / Adjoints au Maire / Conseillers municipaux délégués) », et indique que la loi 2015-366 du 31/03/2015 fixe automatiquement le taux de l'indemnité allouée au Maire à son maximum sans délibération à compter du 1^{er}/01/2016.

Monsieur le 1^{er} Adjoint rappelle que Monsieur le Maire du Thoronet, Gabriel UVERNET, ne perçoit pas le montant maximum de son indemnité et informe les membres de l'assemblée que ce dernier souhaite conserver son indemnité au taux inférieur actuel.

Dès lors, une délibération est exigée pour acter la volonté du Maire de déroger à la loi.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De déroger à la loi 2015-366 en fixant l'indemnité de Monsieur le Maire à un montant inférieur à celui fixé par la dite loi.

ARTICLE SECOND : de maintenir au Maire de la Commune du Thoronet, Monsieur UVERNET Gabriel, une indemnité mensuelle égale à 40,16 % de l'indice brut 1015.

ARTICLE TROISIEME : de maintenir à chacun des adjoints délégués au Maire de la Commune du Thoronet :

M. BUISINE Serge, Premier adjoint,
Mme DIETRICH-WEISS Elisabeth, Deuxième adjointe,
M. MARTIN Alain, Troisième adjoint,
Mme PELLERIN Annick, Quatrième adjointe,
Mme BERGEZ Danielle, Cinquième adjointe,
une indemnité mensuelle égale à 14,71 % de l'indice brut 1015.

ARTICLE QUATRIEME : de maintenir à chacun des conseillers municipaux délégués au Maire de la Commune du Thoronet, Monsieur ZAMORA Jean-Luc et TAXI Odile une indemnité mensuelle égale à 5,89 % de l'indice brut 1015.

ARTICLE CINQUIEME : Que la présente délibération prendra effet de manière rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2016, date d'entrée en vigueur de la loi 2015-366

ARTICLE SIXIEME : De transmettre au contrôle de légalité, outre la présente délibération, le tableau annexe récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées à ses membres.

Adopté à l'unanimité

13. <u>CRÉATION DE DEUX POSTES DE CONTRACTUELS À TEMPS NON COMPLET (20 HEURES HEBDOMADAIRES) POUR BESOIN SAISONNIER.</u>

Considérant l'accroissement d'activité durant la période estivale à l'Office du Tourisme,

Considérant dès lors la nécessité de créer un emploi non permanent d'agent polyvalent, pour besoin saisonnier rémunéré sur le grade d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (20 heures hebdomadaires) **à compter du 2 Mai 2016 jusqu'au 30 septembre 2016.**

Considérant dès lors la nécessité de créer un emploi non permanent d'agent polyvalent, pour besoin saisonnier rémunéré sur le grade d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (20 heures hebdomadaires) **à compter du 1^{er} Juin 2016** pour 4 mois.

M. BERTHIAUX demande si le personnel doit être bilingue.

Mme PELLERIN lui répond par l'affirmative.

M. LE MAIRE précise que les périodes de contrats ont été limités afin de pouvoir économiser 1 400 € ce qui prouve que le budget est géré de manière stricte. Il a ajouté

que la compétence tourisme sera transférée à la Communauté de Communes Cœur du Var en 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire à procéder au recrutement d'un agent non titulaire à temps non complet (20 heures hebdomadaires) pour faire face à un besoin saisonnier **à compter du 2 Mai 2016 jusqu'au 30 septembre 2016.**

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à procéder au recrutement d'un agent non titulaire à temps non complet (20 heures hebdomadaires) pour faire face à un besoin saisonnier **à compter du 1^{er} juin 2016 jusqu'au 30 septembre 2016.**

ARTICLE TROISIEME : De rémunérer ces deux agents sur le grade **d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe.**

ARTICLE QUATRIEME : D'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à ces emplois.

Adopté à l'unanimité

<u>14. REVALORISATION DES TARIFS ANNUELS 2016 DES PRIX DU M3 D'EAU POTABLE ET DU M3 D'EAU ASSAINIE.</u>
--

Vu la délibération du 8 avril 2015 portant sur la tarification de l'eau potable et de l'eau assainie,

Considérant le compte administratif 2016 du budget annexe de l'eau potable, présenté au sein de la présente séance du conseil municipal,

Considérant le compte administratif 2016 du budget annexe de l'assainissement, présenté au sein de la présente séance du conseil municipal,

M. MARTIN, Adjoint au Maire, indique que dans un objectif de transparence des tarifs et de vérité des prix, les recettes propres du service doivent (sauf exceptions) couvrir l'intégralité de ses dépenses, à l'exclusion de toute prise en charge par le budget de la commune, sous forme de subvention d'équilibre ou de financement par le budget principal de certaines dépenses.

M. GARCIA : « Cette deuxième hausse successive est très importante alors que 10000€ de dépenses imprévues ont été inscrites, outre les 13 000 € prévus du fait des admissions en non-valeur.

Il aurait été préférable de prendre en considération les 10 000 € inscrits en imprévus afin de moins impacter les tarifs proposés ».

M. MARTIN : « Ce montant de 10 000 € est indispensable pour assurer les risques liés à la gestion du réseau d'eau potable, je vous donne l'exemple de 2015 et du forage d'eau potable en panne qui a eu pour conséquence l'achat d'eau à Entraigues ».

M. BUISINE : « Depuis longtemps, j'entends parler du budget de l'eau potable qui est en déséquilibre budgétaire permanent. De 2001 à 2014, la Commune a réalisé des investissements très importants et nécessaires. Le rendement est insuffisant et il était indispensable de réaliser des travaux ; on ne fait que rattraper ce qui aurait dû être du réalisé auparavant. S'agissant de l'augmentation de l'eau potable, nous avons un défi à relever, on ne peut plus reculer. Il est vrai que si nous avions augmenté régulièrement le tarif de l'eau potable et lisser les investissements sur les emprunts, ceci n'aurait pas lieu d'être ».

M. BERTHIAUX : « Déjà en avril 2015, vous indiquiez que le tarif allait augmenter pour faire face à l'équilibre du Budget et que si vous n'aviez pas augmenté plus tôt c'était par choix politique ».

M. GARCIA : « La Commune a réalisé par le passé de gros investissements et le budget a été de plus en plus difficile à équilibrer, l'annuité de la dette a augmenté et les recettes de fonctionnement n'ont pas été suffisantes ».

M. BERTHIAUX interpelle le Conseil Municipal sur le fait que le tarif d'été a augmenté de près de 45 % en 2 ans.

M. GARCIA : « En 2020, les budgets de l'eau potable et de l'assainissement seront transférés à la Communauté de Communes, la municipalité devrait essayer de temporiser ».

M. MARTIN : « Je tiens à rassurer la municipalité, nous avons avec M. BUISINE épluché tout le budget jusqu'à économiser la vis et le boulon ; s'agissant des 10 000 € c'est une sécurité mais ce n'est rien pour un budget tel que celui de l'eau potable ».

M. SILVA : « Dans le compte administratif de l'eau potable, il y a 75 000 € de recettes en moins du fait de la nouvelle facturation et des deux mois manquants, non comptabilisés dans la relève de fin d'année. De ce fait il y aura bien en 2016 des rentrées supplémentaires de recettes qu'il convient de prendre en considération dans la réflexion de l'augmentation de l'eau potable.

Nous n'avons pas dans le budget, l'impact complet de la période d'octobre à avril on va l'avoir en 2016, on avait en 2015 un excédent de 12 000 € alors pourquoi augmenter les tarifs ? ».

M. BUISINE : « Il faut dégager de l'autofinancement ».

M. GARCIA : « Je regrette fortement l'évolution rapide de l'augmentation des tarifs. La Commune de par cette augmentation, passe au dessus de la moyenne nationale des tarifs appliqués. La Commune a investi ces dernières années et il faut désormais marquer le pas ».

M. MARTIN : « Actuellement, la Commune ne peut plus investir, ni même terminer les travaux encore en cours ».

M. LE MAIRE : « Dans le budget de l'eau potable, il y a également des recettes qui sont liées aux permis de construire et à leurs branchements au réseau d'eau potable, si auparavant ces branchements étaient au nombre de 15 à 20 par an, désormais il faut s'attendre à 5 ou 6 branchements ».

M. GARCIA : « Alors pourquoi ne pas délibérer pour faire appel au budget communal dans le cadre du régime dérogatoire au regard des investissements précédent très lourd ».

M. LE MAIRE : « La Commune ne peut déjà plus investir alors comment faire pour abonder le budget de l'eau potable ? ».

M. BOISBOURDIN demande si cette augmentation va se stabiliser.

M. BUISINE indique que l'objectif est de cadrer l'opération jusqu'en 2020.

M. MARTIN « Ne vous inquiétez pas, c'est la dernière fois que nous augmentons la tarification de l'eau potable ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier la délibération du 08/04/2015 portant sur les tarifs 2015 des prix du m³ d'eau potable et du m³ d'eau assainie.

ARTICLE SECOND : De fixer le tarif du m³ d'eau potable comme suivant :

Périodes	Nouveaux tarifs 2016 (en H.T.)
Mai – Septembre	2,21 € H.T. / m ³
Octobre – Avril	1,90 € H.T. / m ³

ARTICLE TROISIEME : De fixer le prix du m³ d'eau assainie comme suivant :

Nouveaux tarifs 2016 (en H.T.)
1 € H.T. / m ³ .

ARTICLE QUATRIEME : Que la présente délibération est applicable à compter du 15/04/2016.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, Mme Françoise BERTHIAUX, M. Lucien BERTHIAUX et M. Alain SILVA)

15. REVALORISATION TARIFS ANNUELS 2016 DES FRAIS D'ABONNEMENT AU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET CRÉATION D'UN ABONNEMENT AU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Vu les articles L 2224-1, L 2224-2, L 2224-4 et L 2224-12-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Vu la délibération du 08/04/2015 portant sur « revalorisation tarifs 2015 des frais d'abonnement à l'eau potable ».

Considérant que dans un objectif de transparence des tarifs et de vérité des prix, les recettes propres du service doivent (sauf exceptions) couvrir l'intégralité de ses dépenses, à l'exclusion de toute prise en charge par le budget de la Commune, sous forme de subvention d'équilibre ou de financement par le budget principal de certaines dépenses.

Considérant le compte administratif 2016 du budget annexe de l'eau potable, présenté au sein de la présente séance du conseil municipal,

Considérant le compte administratif 2016 du budget annexe de l'assainissement, présenté au sein de la présente séance du conseil municipal,

M. MARTIN, Adjoint au Maire, présente le projet et précise que 98 % des foyers sont équipés de compteurs d'un diamètre 15.

M. SILVA fait remarquer que tous les tarifs ont augmenté de 20%.

M. LE MAIRE indique que toutes les Communes ont un abonnement à l'assainissement, ce qui n'était pas le cas du Thoronet jusqu'à aujourd'hui.

M. GARCIA indique que s'agissant des tarifs de l'assainissement, la Commune du Thoronet est en dessous de la moyenne nationale au niveau du tarif et que cela pourrait générer de nouvelles marges de manœuvre pour le budget de l'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer désormais les tarifs d'abonnements annuels à l'eau potable comme suivant :

Participation aux frais d'abonnement annuel	Tarifs annuels 2016 proposés (en H.T.)
pour les compteurs Ø 15 :	40 €
pour les compteurs Ø 20 :	49,2 €
pour les compteurs Ø 25 :	85,2 €
pour les compteurs Ø 30 :	195,6 €
pour les compteurs Ø 40-50 :	934,8 €
pour les compteurs Ø 65:	1737,6 €
pour les compteurs Ø 80 :	1866 €
pour les compteurs Ø 100 :	2018,4 €

Ø s'entend comme le calibre du compteur.

ARTICLE SECOND : De créer une tarification au titre de l'abonnement au service public de traitement de l'assainissement collectif pour un montant annuel de 20 € H.T.,

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération est applicable à compter du 15/04/2016.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, Mme Françoise BERTHIAUX, M. Lucien BERTHIAUX, et M. Alain SILVA)

Mme RNET-YAGUE quitte la séance à 19h45 et donne pouvoir à M. BESSONE.

<u>16. REVALORISATION TARIFICATION CANTINE SCOLAIRE - ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017.</u>
--

Monsieur BUISINE, Premier Adjoint, Délégué aux Finances expose au Conseil municipal que le service de restauration scolaire des écoles maternelle et élémentaire est un service public géré en régie ou qui peut être délégué.

La Commune du Thoronet a toujours opéré le choix d'une gestion directe de ce service permettant ainsi de garantir une qualité supérieure à ce que pourrait proposer toute société.

En outre, Monsieur BUISINE indique que le service de la restauration actuelle accueille 10 enfants bénéficiant d'un P.A.I. (enfants avec allergies notamment alimentaires).

A ce titre, 8 enfants déjeunent grâce au système des paniers repas ; une très grande attention est réservée à ces élèves pour lesquels deux personnels supplémentaires ont été ajoutés au personnel en place afin d'éviter tout risque pour la santé.

M. le 1^{er} Adjoint propose d'actualiser les tarifs du service, inchangés depuis septembre 2014.

M. BUISINE se tourne vers Mme TAXI pour obtenir de plus amples informations s'agissant des projets d'accueil individualisé des enfants.

Mme TAXI expose que les enfants ayant des allergies alimentaires sont installés à une table pour déjeuner, en présence de deux agents qui s'occupent exclusivement d'eux afin de s'assurer qu'ils ne mélangent pas leur nourriture. Elle explique en outre, que le médecin scolaire lui a indiqué qu'il n'y a pas de texte s'agissant de l'organisation du déjeuner pour l'encadrement de ces enfants ; cependant la responsabilité saura être recherchée s'il y a un incident. De ce fait, il y a la nécessité de personnels qui s'occupent de ces enfants. Le docteur a précisé que dans la majorité des communes, les parents paient le plein tarif du repas.

M. LE MAIRE propose alors un tour de table afin de déterminer si un tarif préférentiel doit être appliqué pour les enfants faisant l'objet d'un P.A.I., avec panier-repas.

Il est précisé que le prix de revient du repas (7 €) est d'un montant de plus du double que ce qui est payé par les parents.

M. GARCIA indique qu'il serait favorable à une réduction car les enfants amènent leur propre repas.

Il ressort du tour de table que les enfants bénéficiant d'un P.A.I. se verront appliquer le même tarif que pour les autres enfants s'agissant de la tarification de 3 € augmentée à 3,10 €.

M. BUISINE indique que cette augmentation permet de lisser dans le temps les orientations futures.

M. MARTIN demande alors pourquoi ne pas augmenter plus le montant.

M. LE MAIRE interpelle M. MARTIN et lui rappelle que ce sont toujours les mêmes qui payent les facturations liées aux écoles, aux impôts et aux tarifications de l'eau.

Mme TAXI répond qu'il faut éviter une grosse augmentation car les familles connaîtront des augmentations pour les autres tarifications.

M. SILVA indique qu'il n'y a pas de logique d'augmentation car un pourcentage différent est appliqué s'agissant de la garderie, de la cantine et de la garderie du mercredi après-midi ; il s'interroge sur la logique qui est appliquée par la municipalité.

M. BUISINE indique que si l'on a une augmentation du prix de revient, dans l'avenir il faudra peut-être augmenter la tarification du repas.

Mme TAXI rappelle que sur 223 enfants inscrits à l'école, 195 déjeunent à la cantine. C'est un repas qui est cuisiné et tout est fait maison, ce qui est bien différent des repas d'une cuisine centrale.

M. LE MAIRE rappelle que certains parents ne mettent pas leurs enfants à la cantine car ils n'arrivent pas à payer le tarif.

M. ZAMORA attire l'attention des élus s'agissant des augmentations car, à force, les gens n'arriveront plus à payer.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : De porter le tarif du repas de la cantine scolaire pour l'année scolaire 2016-2017 comme suivant :

Public visé	Nouveau Tarif
Enfant	3 ,10 €

ARTICLE SECOND : Maintient que les enfants bénéficiant d'un P.A.I. (avec ou sans panier repas), sont soumis à cette tarification du repas de la cantine scolaire voté à l'article premier, comme actuellement.

ARTICLE TROISIEME : Que tout bénéficiaire du service public de la cantine de l'école Lucie Aubrac doit être inscrit pour un minimum de 2 repas hebdomadaires (Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi).

ARTICLE QUATRIEME : Que pour obtenir une exonération du paiement du tarif, les absences devront être justifiées obligatoirement par la fourniture d'un certificat médical auprès des services administratifs de la Commune, dans un délai d'une semaine à compter de la reprise de l'accueil de l'enfant. Le décompte de la facturation (après fourniture des justificatifs) ne sera réalisé qu'après le 5^{ème} jour de carence.

ARTICLE CINQUIEME : Qu'aucun changement ne pourra être apporté à l'inscription (jours et fréquence hebdomadaire), l'inscription au service est définitive. Toutefois, les modifications sont possibles chaque période trimestrielle pour le trimestre suivant dans les conditions suivantes :

<u>Période trimestrielle faisant l'objet d'une demande de modification</u>	<u>Date limite de demande de modification auprès des services administratifs</u>
Septembre – Octobre – Novembre	19 Août
Décembre – Janvier – Février	15 Novembre
Mars – Avril – Mai	15 Février
Juin – Juillet	12 Mai

ARTICLE SIXIEME : Les seules exceptions possibles à l'article cinquième sont un déménagement, un changement définitif d'établissement scolaire, une signature d'un contrat d'embauche ou une perte d'emploi d'un des parents ; elles devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

ARTICLE SEPTIEME : Les sorties scolaires feront l'objet d'une exonération du tarif de la cantine à la condition que le Directeur d'école avertisse 4 semaines auparavant, par écrit, de la sortie de la classe les services administratifs municipaux.

ARTICLE HUITIEME : Que les facturations seront établies à terme à échoir et payables dans les 10 jours à compter de sa réception.

ARTICLE NEUVIEME : Que la présente délibération sera applicable à compter du 1^{er}/09/2016.

Adopté à la majorité des membres présents

(2 abstentions : M. Alain MARTIN et M. Philippe BOISBOURDIN)

17. REVALORISATION TARIFICATION ACCUEIL PÉRISCOLAIRE – <u>ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017.</u>
--

Vu la délibération du 09/02/2015 « services public garderies, modalités d'inscriptions et tarifications ».

Monsieur BUISINE, Premier Adjoint, Délégué aux Finances, rappelle que la Commune a opéré depuis longtemps le choix de réaliser en régie un service de garderie municipale en période scolaire le matin ainsi que le soir pour les maternelles et élémentaires.

M. BUISINE propose d'actualiser les tarifs au titre de l'année 2016-2017.

M. GARCIA : « La hausse des tarifications est toujours à la charge des mêmes administrés, c'est à dire les familles thoronéennes. Le budget principal a un gros excédent de fonctionnement, on pourrait décider dès lors de revoir la répartition de cet excédent avant de poser une augmentation de la tarification ».

M. LE MAIRE : « Si demain l'État n'établit plus d'emplois aidés, la Mairie fermera car l'on ne pourra plus payer les agents ».

M. GARCIA : « Il n'y a pas de tarification C.A.F. établie sur le prix ; dès lors, les moins favorisés payent autant que les autres familles ».

M. LE MAIRE : « Les parents d'élèves refusent la mise en place des prix C.A.F. car la grande majorité était lésée par cette application ».

Mme TAXI : « L'accueil des N.A.P.S. est gratuite, ce qui n'est pas le cas dans toutes les autres communes, 152 enfants sont aux rythmes scolaires et c'est gratuit, il n'est pas demandé de participation ».

M. SILVA : « Quel est le relationnel entre les taux d'augmentation des différents services périscolaires ».

M. LE MAIRE : « La Municipalité n'a pas regardé le pourcentage pour déterminer l'orientation de la tarification. Le budget de l'école a été réduit et des travaux sont à réaliser, voilà comment la somme a été fixée ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

S'agissant de la garderie récurrente traditionnelle

Lundi, Mardi, Jeudi et vendredi – matin (7h30-8h30) et/ou soir (16h30-18h00)
et Mercredi matin (7h30-8h30) :

ARTICLE PREMIER : De fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie communale pour l'année scolaire 2016-2017, comme suivant :

Public visé	Tarif forfaitaire mensuel Année scolaire 2016-2017
Enfant	30 €
	- 25 % à compter du 2 ^{ème} enfant

ARTICLE SECOND : Que le tarif forfaitaire voté est dû par les familles quelque soit le nombre d'heures et de jours d'accueil de l'enfant.

ARTICLE TROISIEME : Que pour chaque jour inclus dans la période des vacances scolaires, il sera décompté 1/20^{ème} du tarif forfaitaire.

ARTICLE QUATRIEME : Que seules les absences de plus de 15 jours consécutifs, justifiées par un certificat médical permettront d'obtenir une exonération du paiement du tarif.

La fourniture du certificat médical auprès des services administratifs de la Commune doit être réalisée dans un délai d'une semaine à compter de la reprise de l'accueil de l'enfant.

ARTICLE CINQUIEME : Qu'aucun changement ne pourra être apporté à l'inscription (jours et fréquence hebdomadaire), l'inscription au service est définitive. Toutefois les modifications sont possibles chaque période trimestrielle pour le trimestre suivant dans les conditions suivantes :

<u>Période trimestrielle faisant l'objet d'une demande de modification</u>	<u>Date limite de demande de modification auprès des services administratifs</u>
Septembre – Octobre – Novembre	19 Août
Décembre – Janvier – Février	15 Novembre
Mars – Avril – Mai	15 Février
Juin – Juillet	12 Mai

ARTICLE SIXIEME : Les seules exceptions possibles à l'article cinquième sont un déménagement, un changement définitif d'établissement scolaire, une signature d'un contrat d'embauche ou une perte d'emploi d'un des parents ; elles devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

S'agissant de la garderie non- récurrente traditionnelle (forfait à la carte de 10h)

Lundi, Mardi, Jeudi et vendredi – matin (7h30-8h30) et/ou soir (16h30-18h00)

et Mercredi matin (7h30-8h30) :

ARTICLE SEPTIEME : S'agissant de la garderie non récurrente (forfait de 10 heures) : de fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie communale de manière non récurrente, pour l'année scolaire 2016-2017, comme suivant :

Public visé	Tarif pour garderie ponctuelle forfait 10h Année scolaire 2016-2017
Enfant	40 €

ARTICLE HUITIEME : Les services municipaux doivent être avisés de l'usage du forfait par écrit, minimum 12 heures à l'avance pour s'assurer de la coordination et de la sécurité des enfants.

ARTICLE NEUVIEME : Que toute heure débutée est due et décomptée par les services.

ARTICLE DIXIEME : Que le forfait ne vaut que pour l'année scolaire en cours, le non usage des 10 heures durant l'année scolaire, n'entraînera aucun remboursement.

**S'agissant de la garderie rythmes scolaires Lundi, Mardi, Jeudi et vendredi
(15h45 -16h30) :**

ARTICLE ONZIEME : Que l'accueil aux rythmes scolaires est réalisé à titre gracieux.

ARTICLE DOUZIEME : Que tout bénéficiaire du service public de la garderie des rythmes scolaires à l'école Lucie Aubrac doit être inscrit pour un minimum de 3 jours par semaine.

ARTICLE TREIZIEME : Lorsque l'enfant est inscrit au service de la garderie des rythmes scolaires, il ne peut quitter l'enceinte de l'école avant 16h30 sauf information 48 heures à l'avance auprès des services administratifs de la mairie ou cas exceptionnels et justifiés.

ARTICLE QUATORZIEME : Le non-respect des articles précédents aura pour conséquence la radiation du service, après 2 avertissements.

ARTICLE QUINZIEME : Qu'aucun changement ne pourra être apporté à l'inscription (jours et fréquence hebdomadaire), l'inscription au service est définitive. Toutefois les modifications sont possibles chaque période trimestrielle pour le trimestre suivant dans les conditions suivantes :

<u>Période trimestrielle faisant l'objet d'une demande de modification</u>	<u>Date limite de demande de modification auprès des services administratifs</u>
Septembre – Octobre – Novembre	19 Août
Décembre – Janvier – Février	15 Novembre
Mars – Avril – Mai	15 Février
Juin – Juillet	12 Mai

ARTICLE SEIZIEME : Les seules exceptions possibles à l'article quinzisième sont un déménagement, un changement définitif d'établissement scolaire, une signature d'un contrat d'embauche ou une perte d'emploi d'un des parents ; elles devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

ARTICLE DIX-SEPTIEME : Que les facturations visées par les articles premier et septième de la présente délibération seront établies à terme à échoir et payable dans les 10 jours à compter de sa réception.

ARTICLE DIX-HUITIEME : Que l'ensemble des dispositions prévues au sein de la présente délibération sera applicable à compter du 1^{er}/09/2016.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, M. Lucien BERTHIAUX, Mme Françoise BERTHIAUX et M. Alain SILVA)

18. REVALORISATION TARIF FORFAITAIRE « ACCUEIL MUNICIPAL DU MERCREDI APRÈS-MIDI » - ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017.

Monsieur le 1^{er} Adjoint rappelle que le service de la cantine du mercredi a été ouvert dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires en vue de permettre une continuité de l'accueil des enfants inscrits à la garderie ces mêmes mercredis après-midi.

Il convient dès lors d'actualiser les tarifs au titre de l'année 2016-2017.

M. SILVA demande quelle est encore là, la logique d'augmentation des tarifications.

M. LE MAIRE le renvoie vers l'explication de la délibération précédente.

Mme TAXI indique que la municipalité avait déterminé 11 € par mercredi et que plusieurs mois ont 5 mercredi, ce qui porte la tarification à moins de 11 €.

Mme BERTHIAUX « Je tiens à rappeler que pour une Commune, l'école est une richesse ».

M. LE MAIRE : « Voilà la raison pour laquelle nous avons beaucoup investi ».

Mme TAXI donne lecture du dernier compte-rendu du conseil d'école par lequel M. LE DIRECTEUR d'école remercie la commune " Pour sa volonté et ses prises de position toujours dans l'intérêt de l'école. Chaque demande est étudiée avec grande attention et diligence".

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De maintenir un tarif forfaitaire mensuel « accueil municipal du mercredi après-midi » comprenant « le repas cantine (11h30 à 13h30) + la garderie (13h30 à 18h00) », les deux modalités d'accueil étant indissociables.

ARTICLE SECOND : De fixer le tarif forfaitaire « Accueil municipal du mercredi après-midi » pour l'année scolaire 2016-2017 comme suivant :

Public visé	Nouveau tarif mensuel au titre de l'année 2016-2017
Enfant	44 €
	- 25 % à compter du 2 ^{ème} enfant

ARTICLE TROISIEME : Qu'il sera appliqué une réduction de 11 € pour tout mercredi qui serait compris pendant la période des vacances scolaires.

ARTICLE QUATRIEME : Que seuls les enfants inscrits à la garderie du mercredi après-midi pourront bénéficier de la cantine pour ces mêmes mercredis, dans les conditions du tarif forfaitaire mensuel « accueil municipal du mercredi après midi ». Dans le cas contraire, les services municipaux ne prendront pas en charge les enfants à compter de 11h30 les mercredis.

De même, les enfants bénéficiant du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.) devront être inscrits à la garderie du mercredi après-midi pour bénéficier de la cantine ces mêmes jours.

ARTICLE CINQUIEME : Que seules les absences de plus de 15 jours consécutifs, justifiées par un certificat médical permettront d'obtenir une exonération du paiement du tarif.

La fourniture du certificat médical auprès des services administratifs de la Commune doit être réalisée dans un délai d'une semaine à compter de la reprise de l'accueil de l'enfant.

ARTICLE SIXIEME : Qu'aucun changement ne pourra être apporté à l'inscription, cette dernière étant définitive.

Toutefois les modifications sont possibles chaque période trimestrielle pour le trimestre suivant dans les conditions suivantes :

<u>Période trimestrielle faisant l'objet d'une demande de modification</u>	<u>Date limite de demande de modification auprès des services administratifs</u>
Septembre – Octobre – Novembre	19 Août
Décembre – Janvier – Février	15 Novembre
Mars – Avril – Mai	15 Février
Juin – Juillet	12 Mai

ARTICLE SEPTIEME : Les seules exceptions possibles à l'article sixième sont un déménagement, un changement définitif d'établissement scolaire, une signature d'un contrat d'embauche ou une perte d'emploi d'un des parents ; elles devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

ARTICLE HUITIEME : Que les familles dont les enfants fréquentent uniquement le service du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.), de 13h30 à 15h30, sans restauration préalable à la cantine municipale ne sont pas redevables du forfait mensuel « accueil municipal du mercredi après midi »,

ARTICLE NEUVIEME : Que les familles dont les enfants sont accueillis par les associations thoronéennes les mercredis après-midi sont redevables, du forfait mensuel « accueil municipal du mercredi après midi » du fait qu'ils sont pris en charge partiellement par les agents municipaux responsables de la garderie du mercredi après-midi.

ARTICLE DIXIEME : Que la facturation sera établie à terme à échoir et payable dans les 10 jours à compter de sa réception.

ARTICLE ONZIEME : Que la présente délibération est applicable à compter du 1^{er} Septembre 2016

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, Mme Françoise BERTHIAUX, M. Lucien BERTHIAUX, et M. Alain SILVA)

19. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2016 – BUDGET PRINCIPAL

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

Après avoir procédé à l'affectation des résultats 2015 au budget primitif 2016,

Après examen du projet de budget primitif 2016 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2016 :	3 159 713,75 €
Total :	3 159 713,75 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2016 :	2 671 525,24 €
Résultat reporté :	488 188,51 €
Total :	3 159 713,75 €

➤ **INVESTISSEMENT**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT :	
Résultat reporté :	0 €
Restes à réaliser :	31 985,00 €
Propositions nouvelles 2016 :	301 906,39 €
Total :	333 891,39 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Résultat reporté :	22 508,73 €
Restes à réaliser :	9 992,00 €
Propositions nouvelles 2016 :	301 390,66 €
Total :	333 891,39 €

<u>TOTAL BUDGET :</u>	3 493 605,14 €
------------------------------	-----------------------

Monsieur BUISINE souhaite réaliser une intervention qu'il intitule « Des budgets contraints, rigoureux mais volontaires » :

« Dans un environnement moins porteur et instable, les collectivités ressentent vivement et durement la crise économique et surtout les conséquences de la baisse continue et brutale des dotations de l'État, autres subventions et de la hausse des charges transférées et imposées.

Notre commune subit l'impact de ces politiques restrictives et pour preuves :

- Notre dotation globale de fonctionnement passe de 331 488 € en 2014 à 145880 € en 2016 soit une baisse de plus de 55 % et ce n'est pas fini !!!
- La taxe additionnelle aux droits de mutation baisse de 121 300 € à 92 300 € (-24%) entre 2014/2015
- Le soutien plus que limité des départements englués dans sa première compétence obligatoire : les dépenses sociales

- La baisse des amendes de police passant de 14 000 € en 2014 à 2 700 € en 2015 (-81%)
- Les baisses budgétaires de la Caisse nationale d'Allocations Familiales
- Les coûts additionnels des nouveaux rythmes scolaires, des cotisations sociales et de retraite, la revalorisation de la catégorie C, le poids des normes etc...
- Les nouvelles contributions de S.D.I.S. passant de 25 689 € en 2014 à 44 937 € en 2016 pour atteindre 83 327 € en 2018 soit une inflation de près de 225 %
- Des demandes de dotations d'équipement des territoires ruraux sans cesse demandées et sans cesse refusées
- Etc....

Dans ces contextes difficiles et de marges de manœuvre très étroites, nous entrons avec prudence et détermination dans l'année 2016.

La priorité sera donnée à l'action avec énergie et rigueur face à la contraction de nos ressources hors de nos épargnes et de nos investissements.

Enfin, un petit coin d'azur dans ce tableau d'austérité, il est bon de rappeler que les taux appliqués par décision municipale resteront inchangés en 2016 et ceci depuis 2011 ».

M. GARCIA : « Pourquoi 136 000 € ont été inscrits en admission en non-valeur, c'est une prévision qui a été faite, l'action menée par la Commission des impayés est en cours ; alors pourquoi cette somme ? J'ajoute que normalement, les trésoriers du Trésor Public sont responsables sur leurs deniers personnels des montants non recouvrés si toutes les poursuites n'ont pas été engagées ».

M. BUISINE : « Tous participons à cette action et Mme la Trésorière encourage la Commission et l'action sera renouvelée régulièrement. Mme PELLERIN Annick, Mme RONET-YAGUE Delphine, Mme BERTHIAUX Françoise, M. BERTHIAUX Lucien et moi-même travaillons et nous faisons un bilan régulier. Dès lors, on pourra voir et agir pour les impayés ».

M. GARCIA : « Je félicite la commission pour le travail effectué mais l'aspect financier ne doit pas primer sur l'aspect politique et le développement de la Commune ».

Mme PELLERIN : « Dans le contexte économique, nous devons gérer de façon très stricte le budget ».

M. MARTIN : « Il peut y avoir des choix politiques différents ».

M. BOISBOURDIN : « Pendant des dizaines d'années, les collectivités ont vécu au-dessus de leurs moyens, aujourd'hui il faut assainir les finances locales ».

M. LE MAIRE : « L'État lui-même, comment a-t-il géré son budget ? Qui paye désormais la dette de l'État ? Les collectivités territoriales ont travaillé, elles ont investi pour leur territoire ».

M. BUISINE : « Je préfère une position rigoureuse que de se retrouver comme la région Poitou-Charentes, au bord de la faillite. Il vaut mieux avoir une petite réserve, juste des réserves suffisantes pour faire face à des crises ».

Mme PELLERIN s'adressant à M GARCIA : si ta politique avait été la bonne, tu aurais été élu.

M.LE MAIRE : Nous n'allons pas polémiquer.

Mme PELLERIN s'adressant à M GARCIA : quand tu étais adjoint aux finances, tu ne t'es pas attaqué aux problèmes de recouvrement des impayés

Mme BERTHIAUX et M BERTHIAUX : C'est le trésor public qui n'a pas assuré sa mission depuis 4 ans.

M LE MAIRE : vous avez raison

M. GARCIA fait remarquer que le niveau des dépenses d'équipement est faible alors que les travaux en régie n'ont pas été budgétés, que le FCTVA est à 0 € alors que l'on peut escompter 30 000 € à 40 000 € et que la DGF a été minorée de près de 100 000 € ; autant de raisons de consacrer une partie de l'autofinancement au développement économique et à la population.

M. LE MAIRE : « Si nous avons de l'argent supplémentaire, nous réaliserons des décisions modificatives et on investira, si l'on peut faire travailler les entreprises, on le fera ».

M. SILVA : « Quels sont les projets majeurs de la municipalité en fonctionnement et investissement ? ».

M. LE MAIRE répond qu'il n'y en a pas.

M. GARCIA regrette que la commune perde du potentiel de création, il rappelle que les subventions sont là en soutien des communes.

M. LE MAIRE lui répond que les subventions sont pour des travaux de 3 à 4 millions d'euros d'investissement et que la commune du Thoronet n'envisage pas de telles sommes.

Mme BERGEZ confirme que le Sous-préfet venu au Thoronet, indiquait que les travaux envisagés par la commune étaient de trop faible importance pour pouvoir être subventionnés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2016 du budget principal.

Adopté à la majorité des membres présents

(4 abstentions : M. Eric GARCIA, Mme Françoise BERTHIAUX, M. Lucien BERTHIAUX et M. Alain SILVA)

20. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

Après avoir procédé à l'affectation des résultats 2015 au budget primitif 2016,

Après examen du projet de budget primitif 2016 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2016 :	594 490,15 €
Solde d'exécution :	- 1 264,54 €
Total :	595 754,69 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2016 :	595 754,69 €
Résultat reporté :	0 €
Total :	595 754,69 €

➤ **INVESTISSEMENT**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
Restes à réaliser :	8 630,15 €
Propositions nouvelles 2016 :	136 218,09 €
Solde d'exécution :	- 88 314,24 €
Total :	233 162,48 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Propositions nouvelles 2016 :	233 162,48 €
Reporté :	0 €
Total :	233 162,48 €

<u>TOTAL BUDGET :</u>	828 917,17 €
------------------------------	---------------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2016 du budget annexe de l'eau potable.

Adopté à l'unanimité

21. <u>VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</u>
--

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

Après avoir procédé à l'affectation des résultats 2015 au budget primitif 2016,

Après examen du projet de budget primitif 2016 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2016 :	79 679,97 €
Total :	79 679,97 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Excédent fonctionnement 2015 :	10 387,70 €
Propositions nouvelles 2016 :	69 292,27 €
Total :	79 679,97 €

➤ **INVESTISSEMENT**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
Restes à réaliser :	0 €
Solde d'exécution :	0 €
Propositions nouvelles 2016 :	110 451,46 €
Total :	110 451,46 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Solde d'exécution :	73 873,48 €
Restes à réaliser :	0 €
Propositions nouvelles 2016 :	36 577,98 €
Total :	110 451,46 €

<u>TOTAL BUDGET :</u>	190 131,43 €
------------------------------	---------------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De voter le budget primitif 2016 annexe de l'assainissement.

Adopté à l'unanimité

22. VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Vu le budget primitif voté par l'Assemblée délibérante,

Considérant l'intérêt que représente l'action des diverses associations,

Considérant qu'il convient de les encourager et de soutenir leur activité,

Mme Annick PELLERIN, Adjointe au Maire déléguée aux associations, présente la liste des subventions pouvant être allouées par la collectivité aux diverses associations locales. Elle rappelle que ces propositions sont élaborées suite aux demandes de ces organismes ainsi qu'à la lecture de leur bilan 2015. Les associations n'ayant pas fourni un dossier complet et dans les délais ne sont pas retenues.

Le Conseil municipal examine et vote chaque subvention par association.

De ce fait, Mesdames et Messieurs les élus se retirent de la salle du Conseil, lors des votes de subventions pour les associations dont ils sont membres.

Mme PELLERIN indique qu'il a été appliqué aux associations une baisse de 10 % par rapport aux subventions 2015 car tous doivent faire des efforts.

Association R.I.M.M.T. et Nuits Blanches : Mme PELLERIN : « Désormais dans un souci de transparence, il est intégré dans leur subvention, les dépenses que la Commune réalisait elle-même jusqu'alors au profit de ces mêmes associations, qu'il s'agisse de l'affranchissement, des frais de gardien de nuit, etc. ».

Amicale C.C.F.F. : M. SILVA propose 1 500 € car l'Amicale est pleine de projets, tels que la réalisation de la vidéo pour la tour de guet pour lutter contre les incendies et est précurseur pour le drone de surveillance.

Mme DIETRICH-WEISS précise qu'il faut différencier l'écu, M. ZAMORA qui se dévoue corps et biens pour la forêt et l'Amicale C.C.F.F.

M. LE MAIRE indique qu'il a demandé à toutes les associations, comme à tous les élus, de diminuer leur budget de 10 à 20 %.

Amicale de la Chasse : M. et Mme BERTHIAUX, M. GARCIA ainsi que M. SILVA souhaitent attribuer la même somme de l'année dernière soit 500 €.

Les Arts Murs : M. LE MAIRE souligne que les dirigeants de cette association ont connu des problèmes personnels, il souhaite limiter la baisse de subvention.

Les professionnels du Thoronet : M. SILVA indique que l'association souhaite remplacer les panneaux communaux car cela ne leur convient pas et créer un site internet.

Mme PELLERIN précise que les commerçants sont satisfaits de la signalétique mais veulent un complément avec la création d'un R.I.S. car ils jugent la signalisation actuelle comme insuffisante.

M. BUISINE rappelle que la signalétique a été réalisée en concertation avec les commerçants, selon une écriture normalisée de taille identique, d'ailleurs à celle du Cannet des Maures. Les commerçants ont vu l'ensemble du projet et ne peuvent pas dire aujourd'hui que ça ne leur convient plus. Il rappelle en cela que la Commune a investi l'an dernier 20 000 €.

M. SILVA donne lecture du projet de l'association des professionnels du Thoronet.

M. LE MAIRE propose la somme de 1 000 €.

M. BERTHIAUX estime que l'on devrait d'avantage encourager une nouvelle association.

M. LE MAIRE rappelle qu'autrefois on n'attribuait que 100 € la première année pour une nouvelle association.

Mme BERGEZ souligne que l'ancienne association a encaissé la subvention et cela a été sans suite.

La Banque alimentaire : Des élus préfèrent privilégier une association implantée localement qui pourra aider les habitants du Thoronet, plutôt que la Banque Alimentaire située à Toulon.

Foyer rural : Mme PELLERIN propose la somme de 4 050 €.

M. ZAMORA demande alors si l'association du Foyer rural a bien porté sur son bilan les sommes 2015 vouées à l'animation. Ont-ils fourni tous leurs comptes ?

Mme PELLERIN répond qu'il est possible qu'ils n'aient pas maîtrisé la demande de la Commune en faisant une différenciation, entre la section foyer rural et la section animation, pour lesquels deux subventions distinctes étaient votées, alors même qu'il s'agissait de la même association.

Le Conseil Municipal se prononce pour le report de l'attribution de la subvention du Foyer rural, dans l'attente d'obtenir un éclaircissement et de s'assurer que le Foyer rural a bien compris que les subventions octroyées, au titre des deux sections, doivent apparaître dans le même bilan car il s'agit de la même association.

Mme PELLERIN tient à remercier le Foyer rural qui a œuvré pour l'animation du village pendant 4 ans.

M. BESSONE vote contre ce report car pour lui il n'a pas lieu d'être et souhaite voter la subvention à cette association.

École de Musique : Mme BERGEZ, M. et Mme BERTHIAUX, M. GARCIA ainsi que M. SILVA proposent d'attribuer la somme de 4 600 € car l'Ecole souhaite accueillir d'avantage d'élèves mais son budget ne le permet pas.

M. LE MAIRE suggère que dans ce cas ils augmentent le montant des cotisations.

Comité des fêtes : M. et Mme BERTHIAUX, M. GARCIA ainsi que M. SILVA proposent d'attribuer la somme de 7 500 €.

M. BUISINE indique qu'il est d'une nature prudente et qu'il attend de voir les résultats de cette nouvelle association avant de revaloriser le montant attribué.

Nuits Blanches : M. ZAMORA vote contre le montant attribué.

Les Retrouvailles : M. GARCIA et Mme PELLERIN souhaitent attribuer une subvention de 150€. M. BESSONE est contre car il estime que la Commune n'a pas à participer pour des repas personnels et s'abstient au titre de son pouvoir donné par Mme RONET-YAGUE.

Les autres élus présents ne souhaitent pas donner de subvention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DÉCIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer aux associations les sommes ainsi présentées au sein de l'annexe à la présente.

ASSOCIATIONS	SUBVENTIONS 2016 VOTEES	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITTANT LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE EN <u>VOIX</u> <u>EXPRIMEES</u>
ACADEMIE DE MUSIQUES ANCIENNES / RIMMT	11 910,00 €		Unanimité
ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	0,00 €		Unanimité
AMICALE CCFF	900,00 €	J-L. ZAMORA	Unanimité
AMICALE DE LA CHASSE DU THORONET	100,00 €	E. BESSONE et son pouvoir	Majorité
ARTS MURS	800,00 €	E. BESSONE et son pouvoir	Unanimité
ASSOC. DEPARTEMENTALE SCLÉROSE EN PLAQUES	0,00 €	E. BESSONE et son pouvoir	Unanimité
PROFESSIONNELS DU THORONET	1 000,00 €		Unanimité
BANQUE ALIMENTAIRE	0,00 €		Unanimité
ASSOC. BOULISTE	1 350,00 €	G. UVERNET, J-L. ZAMORA	Unanimité
CANAL DE STE CROIX	360,00 €	E. BESSONE et son pouvoir	Unanimité
COMITE DES FETES	6 800,00 €		Unanimité
CROIX-ROUGE FRANCAISE	150,00 €		Unanimité
ECOLE DE MUSIQUE DU THORONET	4 140,00 €		Majorité
ECOLE JEUNES SAPEURS POMPIERS	0,00 €		Unanimité
ENDURO	1 500,00 €		Unanimité
FOYER RURAL (<i>Activités</i>)	Décision de report au prochain Conseil Municipal dans l'attente de précisions	G. UVERNET, F. BERTHIAUX, L. BERTHIAUX, A. SILVA, S. BUISINE, O. TAXI	Majorité
JUDO CLUB	450,00 €		Unanimité
LION'S CLUB	150,00 €		Unanimité
MEDIATION	0,00 €		Unanimité
NUITS BLANCHES	13 500,00 €		Majorité
RESTOS DU CŒUR	300,00 €		Unanimité
RETRouvAILLES	0,00 €	D.BERGEZ, O. TAXI	Majorité
SOUVENIR FRANÇAIS	300,00 €	F. BERTHIAUX, A. SILVA	Unanimité
SPORT ET NATURE	1 350,00 €	O. TAXI	Unanimité
TAI CHI CHUAN	360,00 €		Unanimité
THORONET TENNIS CLUB	450,00 €	O. TAXI	Unanimité
UNC UNCAFN	500,00 €	G. UVERNET, D. SCHLICHTER	Unanimité

23. CRÉATION JARDIN COMMUNAL AW 298 ET CONTRIBUTION DES ADMINISTRÉS

M. BERTHIAUX conteste que le projet de délibération ne soit présenté qu'aujourd'hui aux membres de l'assemblée délibérante. « Je considère que cela ne sert à rien car les travaux ont été largement entrepris et la façon de faire me choque profondément ».

M. ZAMORA : « Il s'agit d'un terrain communal et de ce fait il n'a pas à faire l'objet une délibération. De même, que lorsque la commune décide des plantations le long de la RD 17, il n'en n'a pas été fait état au Conseil Municipal. En outre, il était nécessaire de réaliser les plantations sans attendre le Conseil Municipal ».

M. LE MAIRE ne souhaite pas qu'un quelconque administré réalise des travaux de jardinage et souhaite réaliser une convention avec l'association en charge, c'est-à-dire Sport et nature.

Le point est donc reporté dans l'attente de la réalisation du projet de convention de gestion de ce jardin public.

24. MISE À DISPOSITION DES BIENS AU SYMIELECVAR SUITE À UN TRANSFERT DE COMPÉTENCES

M. LE MAIRE rappelle que la Commune du Thoronet est membre du Syndicat Intercommunal et qu'à ce titre, elle doit mettre à disposition les réseaux de distribution publique d'électricité. Il informe cependant au Conseil Municipal, que l'État souhaite voir disparaître à terme ces syndicats qui sont une forme de regroupement de Communes, la question du devenir du SYMIELECVAR est donc engagé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DÉCIDE

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER : Mise à disposition des équipements existants – descriptif des biens : La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux publics de distribution d'électricité précisés dans le procès verbal de mise à disposition des biens à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire de la Commune à la date de son adhésion au SYMIELECVAR, soit le : 02/03/2001

ARTICLE SECOND : Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties : Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient à la date d'adhésion au Syndicat.

ARTICLE TROISIEME : Dispositions comptables : Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux publics de distribution d'électricité font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la

subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant inscrit à l'inventaire de la Commune, soit 1 719,40 € au titre de l'électricité.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

ARTICLE QUATRIEME : Dispositions techniques : Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

ARTICLE CINQUIEME : Dispositions diverses : En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintègrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

Adopté à l'unanimité

<p><u>25. MISE À DISPOSITION DES BIENS AU SYMIELECVAR SUITE AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE OPTIONNELLE N° 8 « MAINTENANCE ÉCLAIRAGE PUBLIC ».</u></p>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DÉCIDE

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER : Mise à disposition des équipements existants – descriptif des biens : La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux d'éclairage public précisés dans le procès-verbal de mise à disposition des biens joint à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire de la 04/03/2013.

ARTICLE SECOND : Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties : Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient à la date d'adhésion au Syndicat.

ARTICLE TROISIEME : Dispositions comptables : Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux d'éclairage public font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant inscrit à l'inventaire de la Commune, soit 81 969,32 € au titre de l'éclairage public.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

ARTICLE QUATRIEME : Dispositions techniques : Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

ARTICLE CINQUIEME : Dispositions diverses : En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintègrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

Adopté à l'unanimité

Aucune information diverse n'étant programmée à l'ordre du jour du conseil municipal et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h20.

La secrétaire de séance

Mme BERTHIAUX Françoise